



© Facebook/Emmanuel Franck Biya



© Ludovic Marin/AFP/Getty Images

Le débat sur la succession de Paul Biya, âgé de 88 ans, est relancé. Le nom d'Emmanuel Franck Biya, fils aîné du chef de l'Etat, est désormais évoqué comme un possible successeur.

Mais à en croire le journal français **Afrique Intelligence**, il n'est rien, les barons du régime avancent leurs pions en silence en vue de la succession de Paul Biya qui, avec son directeur de cabinet Samuel Mvondo Ayolo, règle à huis clos les détails de la transition. Pendant ce temps, l'opinion fait semblant de croire aux ambitions du fils du président, Franck Biya.

Dans un article publié sur son site internet le 6 avril 2021 et réservé uniquement à ses lecteurs, **Afrique Intelligence** fait savoir que : « *A l'inverse de ses homologues gabonais ou congolais, Paul Biya a pris grand soin de ne pas associer les membres de sa famille directe à l'exercice du pouvoir : toujours présenté comme son neveu, son directeur de cabinet civil et principal collaborateur, Samuel Mvondo Ayolo, est en réalité le fils d'un millionnaire du cacao qui fut l'un des plus proches amis du président camerounais* ».

Le médium français mentionne que la campagne médiatique organisée par les sympathisants de Franck Biya n'affecte en rien les plans réels de la transition qui se prépare à Etoudi.

« Franck Biya, 54 ans, n'a jamais manifesté le moindre désir d'être associé aux affaires de l'Etat et a passé l'essentiel des vingt dernières années hors du Cameroun, notamment aux Etats-Unis et en Afrique du Sud. Ses proches ont, du reste, publié un communiqué pour dire qu'il se désolidarisait de ce « mouvement des franckistes », lit-on.

Afrique Intelligence croit savoir que le départ de Paul Biya va se jouer au sein du RDPC. *« Ce sont ces assises qui désignent normalement le candidat du parti à l'élection présidentielle. Un récent communiqué du secrétaire général du comité central du RDPC a seulement annoncé que le parti tiendra son congrès « en temps opportun », rappelle le média en ligne.*

En dehors de Samuel Mvondo Ayolo, le journal français mentionne également d'autres cadres puissant du régime qui gravitent autour du pouvoir.

« A ce jeu, seuls les barons disposant d'une surface financière peuvent espérer s'imposer. Outre Samuel Mvondo Ayolo, qui a hérité de la fortune de son père, quelques responsables gouvernementaux se sont très récemment constitués un patrimoine conséquent. C'est le cas du secrétaire général de la présidence Ferdinand Ngoh Ngoh, ainsi que de l'actuel ministre des finances, Louis-Paul Motaze », conclut Afrique intelligence.
